

Alexandre Delaigue et Stéphane Ménia

Nos phobies économiques

Ces peurs que l'économiste
guérit mieux qu'un psy



Introduction

L'économie sur le divan

« *Le pessimiste se plaint du vent ; l'optimiste espère qu'il va changer ; le réaliste ajuste ses voiles.* »

William Arthur WARD

Fin 2009, un sondage consacré à la perception de la décennie à venir dans divers pays développés (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, Espagne, États-Unis) est paru dans le *Financial Times*¹. On demandait aux sondés s'ils se sentaient optimistes ou pessimistes quant à leurs perspectives économiques pour 2020. Après la pire récession économique depuis l'après-guerre, on pouvait s'attendre à un niveau de pessimisme élevé, ce qui était le cas. Mais le sondage révélait un paradoxe. Alors que la France avait connu une récession moins brutale que l'ensemble des autres pays étudiés, les Français se révélaient beaucoup plus pessimistes que les sondés des autres pays. Près de 44 %

1. « French most downbeat on economic outlook », *Financial Times*, 28 décembre 2009.

des personnes interrogées en France pensaient que leurs conditions économiques allaient se dégrader au cours de la décennie à venir, contre seulement 21 % qui se déclaraient optimistes. La France battait de dix points le deuxième pays le plus pessimiste, la Grande-Bretagne. Dans tous les autres pays sondés, la proportion d'optimistes dépassait systématiquement celle des pessimistes. Les autres questions du sondage ne faisaient que confirmer ce sentiment : 45 % des Français s'y déclaraient « moins en sécurité qu'il y a dix ans » et affirmaient que leurs conditions économiques s'étaient détériorées. 75 % des Français considéraient que le gouvernement allait « moins les aider » au cours des dix prochaines années.

LA FRANCE A PEUR

Au même moment, André Gunthert, chercheur à l'EHESS, publiait sur son blog une épitaphe des années 2000² intitulée « Les années 2000, ou la fin de l'avenir », résumant l'air du temps. Il y décrivait le décalage entre l'optimisme qui a marqué les années 1960 et une décennie 2000 dominée par la peur. Peur des attentats terroristes plaçant les pays dans un état de guerre perpétuelle ; confiscation du pouvoir par les technocrates ; social-démocratie en ruine ; chômage de masse permanent joint à l'épuisement dû à l'excès de travail ; destruction de l'État social ; perspective d'apocalypse liée au réchauffement climatique (illustrée par le film de Nicolas Hulot, *Le Syndrome du Titanic*, sorti dans la même période), et n'offrant pour seule échappatoire que la décroissance. Nous avons, selon l'auteur, perdu la foi

2. <http://culturevisuelle.org/icones/330>.

dans l'idée que demain sera meilleur qu'aujourd'hui, perdu la foi en l'avenir ; la peur est partout, l'espoir est nulle part. Rien de moins.

Il faut se méfier du sentiment selon lequel le passé était plus rose que le présent. Les années 1960, que nous idéalisons un peu trop vite aujourd'hui comme un éden, étaient marquées par la peur d'une apocalypse nucléaire pouvant survenir à tout moment pour un motif futile ; au début de cette décennie, la perspective pour tous les jeunes Français était d'aller mener une guerre en Algérie dont on ne voyait pas la fin. Pour les jeunes femmes, l'absence de contraception légale engendrait un risque important de grossesse non désirée ou d'avortement illégal pratiqué dans des conditions sanitaires épouvantables. On peut également rappeler que le célèbre éditorial de Roger Gicquel, ouvrant le journal télévisé par « La France a peur », date de 1976³. Toutes les époques ont leur lot de peurs et d'inquiétudes, et au bout du compte la réalité se trouve être soit pire que prévu – bien peu de gens en 1910 auraient imaginé le conflit mondial qui allait se dérouler quatre années plus tard –, soit finalement meilleure. Parce que le présent est perceptible immédiatement, tandis que le passé est biaisé par nos souvenirs et les images que nous en avons gardé, il est naturel de déprécier le présent au profit du passé et d'en déduire que tout va de mal en pis. Adam Smith a identifié ce sentiment dans son livre, *La Richesse des nations*, constatant que si personne ne doutait à son époque que la Grande-Bretagne était plus prospère qu'un siècle auparavant, pendant cette même période, il ne se passait pas d'année sans que soit publié un ouvrage ou pamphlet à succès

3. L'éditorial faisait référence à l'assassinat de Philippe Bertrand par Patrick Henry.

annonçant que « la richesse de la nation allait rapidement vers son déclin, que le pays se dépeuplait, que l'agriculture était négligée, les manufactures tombées et le commerce ruiné⁴ ».

LA PEUR N'ÉVITE PAS LE DANGER

En somme, ni le pessimisme ni la peur ne sont des phénomènes particulièrement nouveaux. Il y a pourtant une différence entre les attitudes du passé et celles de nos contemporains, différence qui se manifeste dans la relation qui se met en place aujourd'hui entre les citoyens et les institutions publiques. Un exemple permet de le montrer : la réaction publique consécutive à la tentative d'attentat terroriste du 25 décembre 2009 visant un avion de la Northwest Airlines reliant Amsterdam et Detroit.

Dès que le transport aérien s'est développé, il a fait l'objet d'actions criminelles ou terroristes : avions détournés, passagers pris en otage, ou avions détruits par une bombe dissimulée à bord. L'événement le plus meurtrier dans ce domaine aura été, bien entendu, les attentats du 11 septembre 2001. Pour limiter ce risque, de nombreuses mesures de sécurité ont été mises progressivement en place : passagers et bagages examinés aux rayons X, contrôles d'identité des passagers, etc. Ces mesures de sécurité ont été, dans leur ensemble, remarquablement efficaces. De façon générale, voyager en avion est très sûr ; et parmi les risques encourus par les passagers, celui d'être victime d'un attentat terroriste est extraordinairement faible, bien plus réduit que le risque

4. *La Richesse des nations*, Adam Smith, livre 2, Chapitre 3, Flammarion, 1999.

d'accident (qui lui-même est très faible). Un esprit raisonnable arriverait donc à l'idée que la sécurité aérienne est un succès. Bien entendu, il peut arriver qu'un terroriste particulièrement déterminé parvienne à pénétrer dans un avion et tente de le faire sauter – ce qui s'est produit sur le vol de la Northwest Airlines, victime d'une tentative d'attentat par un individu ayant dissimulé des matériaux explosifs dans ses sous-vêtements. Mais la probabilité d'un tel événement est dérisoire ; et même lorsqu'il survient, la possibilité d'une action des passagers peut faire échouer l'attentat (ce qui a été le cas pour le vol de la Northwest Airlines, et quelques années auparavant avec Richard Reid, qui avait dissimulé des explosifs dans ses chaussures⁵).

À en juger par les réactions pourtant, ce n'est pas l'avis général. Suite à l'attentat raté du 25 décembre 2009, on a assisté à une véritable explosion des mesures de sécurité. La tentative d'attentat a été décrite par de nombreux commentateurs comme un « échec du système », incapable d'identifier tous les facteurs rendant son auteur suspect (son pays d'origine, le fait qu'il avait payé son billet d'avion en liquide, qu'il n'avait pas de bagages, etc.). Il est toujours facile, une fois que l'événement s'est produit, de dire qu'il était inévitable et prévisible. À la suite de cet incident, de nombreuses compagnies aériennes, sous l'impulsion des autorités de sécurité aérienne, ont donné un certain nombre de directives comme l'interdiction de se lever dans l'avion, ou d'utiliser des appareils électroniques une heure avant l'atterrissage. Un débat s'est instauré sur l'opportunité de mettre en place des « scanners corporels » ayant pour effet de dénuder les passagers, et coûtant la modique somme de

5. Pour faire sauter un avion d'American Airlines Paris-Miami le 22 décembre 2001.

2 millions d'euros pièce (contre 50 000 euros pour un appareil traditionnel à rayons X).

Il y a quelques raisons d'être sceptique quant à l'efficacité de ces mesures de prévention d'attentats futurs, surtout lorsque, en bon économiste, on met en rapport cette efficacité avec le coût des mesures (coût financier, mais aussi coût lié aux désagréments subis par des millions de passagers). Ce scepticisme est d'ailleurs partagé par de nombreux experts du domaine. L'un d'eux a ainsi montré que l'essentiel des mesures de sécurité mises en œuvre dans un aéroport n'est que du « théâtre sécuritaire⁶ », des mesures qu'un candidat terroriste n'aura aucune peine à déjouer, mais qui ne sont là que pour rassurer les passagers en leur donnant le sentiment qu'ils sont en sécurité. Leur résultat pratique n'est pas tant de réduire le risque que de réduire l'inquiétude des passagers en montrant que « quelqu'un fait quelque chose » – ou plutôt de transformer cette inquiétude en énervement face à des injonctions bureaucratiques de plus en plus absurdes.

En pratique, toujours selon les experts, seuls deux facteurs ont véritablement réduit le risque d'attentat en vol depuis le 11 septembre 2001. Le premier est l'installation de portes blindées protégeant le cockpit et les pilotes ; le second, le changement d'attitude des passagers. Auparavant, en cas de détournement d'avion, il était recommandé aux passagers de se tenir tranquilles, pour éviter un bain de sang à bord. Maintenant, avec ce qui s'est passé le 11 septembre, les passagers savent qu'ils n'ont pas grand-chose à perdre en tentant de maîtriser un individu qui cherche à détourner un avion ou à y faire exploser une bombe. Dans le vol de la Northwest, comme dans le cas de

6. Voir l'ouvrage de Bruce Schneier, *Beyond fear*, Springer-Verlag, 2003.

Richard Reid, ce sont les passagers qui ont empêché l'attentat.

Ce que ces épisodes nous enseignent, c'est que la peur – en l'occurrence, la peur d'être victime d'un attentat dans un avion – peut produire deux attitudes. La première est une attitude de prudence raisonnée, que l'on peut rapprocher de la philosophie stoïcienne ; nous savons que les risques et les dangers existent, nous attendons des institutions publiques qu'elles nous apportent un degré raisonnable de protection, tout en sachant que cette protection ne pourra jamais être parfaite et faire disparaître tous les risques ; et nous agissons dans ce cas en fonction de cette connaissance. S'il faut chercher une différence entre le passé et aujourd'hui, elle repose assez largement sur notre perception des institutions. Comme l'a montré par exemple Francis Fukuyama⁷, le degré de confiance dans les institutions était assez élevé durant l'après-guerre. Cela n'était pas lié au fait qu'elles ne faisaient jamais d'erreurs, mais à l'acceptation de l'idée selon laquelle les institutions humaines ne sauraient être parfaites, que l'avenir ne saurait être prédit, et que dès lors, s'il est légitime de sanctionner l'incompétence manifeste, il est vain d'attendre des institutions qu'elles puissent nous maintenir dans un cocon aseptisé.

La seconde attitude est hélas celle que l'on rencontre de plus en plus aujourd'hui. Elle ressemble à celle de ces adolescents qui croient que leur papa et leur maman vont résoudre tous leurs problèmes, et qui deviennent aigris et agressifs en découvrant que ce n'est pas le cas. Elle consiste en un rapport maladif avec les institutions : on attend d'elles qu'elles soient capables d'anticiper et de régler tous

7. Dans son ouvrage *La Confiance et la Puissance, vertus sociales et prospérité économique*, Plon, 1997.

les problèmes, et lorsqu'on constate que ce n'est pas le cas, on demande des comptes et que des responsables soient désignés et sanctionnés. De leur côté, plutôt que d'adopter un comportement adulte, les responsables politiques et bureaucratiques en rajoutent, entretenant ce mécanisme. Qu'un fait divers particulièrement crapuleux se déroule, et l'on voit des responsables politiques réclamer une loi spécifique pour sanctionner ce type de crime. Qu'un condamné ayant purgé sa peine soit libéré et commette un nouveau crime, on crie à l'échec du système judiciaire – échec qui doit derechef être corrigé par une nouvelle loi. Un individu parvient presque au bout de sa tentative d'attentat contre un avion malgré les systèmes de sécurité existants ? Il faut « faire quelque chose », de préférence coûteux et visible. Une épidémie de grippe menace ? Aussitôt, le ministère de la Santé met en place un plan extrêmement coûteux pour la contrer préventivement. L'épidémie se trouve être finalement moins grave que prévu, le plan ne se déroule pas parfaitement ? On ne trouve pas de mots assez durs pour critiquer la ministre et la soupçonner d'être complice des laboratoires pharmaceutiques.

Ce jeu où, en réaction aux inquiétudes du public, les dirigeants politiques et institutionnels rivalisent de promesses et de mesures intenables est extrêmement pervers. Lorsqu'on constate que les promesses n'ont pas été tenues, il en résulte une méfiance, un cynisme et un désenchantement généralisés vis-à-vis des institutions, sentiments qui à leur tour alimentent les peurs. L'autre effet de ce jeu est la multiplication des actions bureaucratiques, des lois et interventions mal conçues parce que élaborées sans recul, qui ne font que rendre la société encore moins résiliente face aux risques, et le public encore plus désorienté et désabusé face à un environnement toujours moins compréhensible.

LA COMPLEXITÉ EST ANGOISSANTE

Comme nous l'avons vu précédemment, parmi les multiples sujets d'inquiétude du début de la décennie 2010, les questions économiques tiennent une large place. Dans l'immédiat, cela concerne l'explosion du chômage, consécutive à la crise financière – la plus forte récession depuis l'après-guerre –, un sentiment assez général de diminution de sa prospérité au cours des années écoulées, et peu de perspectives d'amélioration. Les perspectives de plus long terme ne semblent guère plus réjouissantes : un avenir peu garanti pour ses enfants, la perspective de « trous » de plus en plus nombreux dans les systèmes publics, les rendant de moins en moins à même d'assurer le système de santé ou les retraites, et plus loin encore, la perspective d'épuisement des ressources naturelles, ne laissant d'autre choix que de s'y adapter préventivement par la décroissance.

C'est que l'économie se prête bien au développement de ce type d'inquiétudes. Le développement économique s'accompagne d'une extension de la division du travail. Cette évolution nous a rendus beaucoup plus prospères que nos ancêtres, qui consommaient pour l'essentiel ce qu'ils produisaient ; mais elle fait de chacun de nous un minuscule rouage d'un système d'interdépendances que nous ne comprenons que très mal et sur lequel nous n'avons qu'une maîtrise extrêmement limitée. Regardez autour de vous et prenez n'importe quel objet. Essayez d'imaginer le nombre de personnes qui ont participé au fait que cet objet soit ce qu'il est en ce moment, devant vous. L'économiste Milton Friedman s'était essayé à l'exercice⁸ pour un simple crayon

8. Dans son ouvrage *Free to choose*, traduit en français par *La Liberté du choix*, Belfond, 1980. On lira aussi avec intérêt sur ce thème *The company of strangers* de Paul Seabright, Princeton University Press, 2004.

à papier. Le bois vient d'une partie du monde, le carbone de la mine d'un tout autre endroit, la peinture qui le teint est elle-même le résultat de l'assemblage de multiples composants répartis aux quatre coins de la planète ; les machines pour le fabriquer sont elles-mêmes de provenances diverses, sans compter toute la chaîne de distribution qui a abouti à son utilisateur final. Si une personne souhaitait produire toute seule un seul exemplaire de ce même crayon à papier, sans faire appel à qui que ce soit d'autre, elle y passerait probablement une vie entière, sans garantie de succès. On peut en dire autant de tous les objets qui nous entourent, les plus simples comme les plus compliqués.

Tout notre mode de vie dépend d'un réseau extraordinairement complexe d'informations et d'actions que personne ne peut comprendre dans sa totalité. C'est un sujet d'étonnement et d'émerveillement permanent pour les économistes, qui consacrent énormément d'énergie à comprendre comment ce système peut fonctionner et pourquoi, parfois, il cesse de fonctionner. Mais pour tout le monde, c'est le sentiment d'être dépassé par un système incompréhensible, sur lequel on n'a aucune maîtrise, qui prédomine. Mon emploi, ma prospérité dépendent d'une myriade d'actions et de décisions prises par des milliers de gens que je ne rencontrerai jamais et qui ignorent mon existence ; j'ai moi-même un impact sur eux que je ne maîtrise absolument pas.

Et c'est un sujet d'angoisse. Et si un jour quelqu'un fournissait la même chose que moi pour moins cher, que deviendrais-je ? Si telle activité dont la mienne dépend venait à cesser de fonctionner ? Si les dirigeants de l'organisation à laquelle j'appartiens prennent de mauvaises décisions, ou si une division de cette entité fait n'importe quoi, qu'arrivera-t-il ? Si pour une raison ou pour une autre les fournisseurs

des choses qui me sont indispensables décident d'exiger un prix toujours plus élevé? Les inquiétudes économiques ne sont pas toujours formulées dans ce sens très général, mais elles peuvent bien souvent y être ramenées.

Face à ces inquiétudes bien naturelles, comme devant le risque d'attentat terroriste, plusieurs types de réactions sont possibles. La première consiste à penser que pourvu que les « bonnes personnes » soient en place, que l'on applique les « bonnes méthodes », que l'on pratique les « bonnes politiques », il sera possible de résoudre et de prévenir tous les problèmes. C'est un peu le rapport que les Français ont aujourd'hui avec les institutions qui les entourent, et cela entretient leur désenchantement envers elles. Tel dirigeant politique s'empare d'un problème et annonce avec détermination qu'il va le résoudre. Et puis, nous devons constater que le problème est toujours là, ou que les actions visant à le résoudre en ont fait apparaître d'autres ailleurs. La promesse non tenue nous rend encore un peu plus cyniques et encore un peu plus inquiets, ouvrant la voie à de nouvelles promesses auxquelles nous ne croyons plus vraiment.

La deuxième réaction est celle d'un optimisme échevelé – celui du personnage de Pangloss dans *Candide* de Voltaire –, consistant à penser que dans le fond tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Si l'on y réfléchit suffisamment, tout va bien, et ce qui va mal n'est que la source d'un bien supérieur. La crise financière? Ce n'est que la punition naturelle des abus du secteur financier, un retour salutaire à la prudence. Les problèmes d'environnement? La rétribution de nos abus passés, qui va enfin nous inciter à agir en accord avec les injonctions de mère Nature. Le pouvoir d'achat? Ils ne s'en rendent peut-être pas compte, mais les Français n'ont jamais été aussi riches, alors de quoi se plaignent-ils? Il existe une abondante littérature sur ce

thème, qui, à défaut d'apporter beaucoup de consolation à ceux qui rencontrent réellement des problèmes, a au moins le mérite de réduire les scrupules de ceux qui n'en ont pas.

Reste enfin une dernière attitude, qui n'est pas la plus simple, mais la plus réaliste. Elle consiste à observer les problèmes tels qu'ils sont, sans les nier, mais sans les exagérer. À se dire que la compréhension des phénomènes, si elle ne leur apporte pas forcément de solution évidente, permet au moins de réduire l'angoisse qu'ils entraînent. C'est la première chose que les gens réalisent lorsqu'ils entreprennent une psychothérapie (du moins si elle fonctionne) : parler des problèmes, les formuler avec des mots, ne les résout pas ; mais cela permet de mieux les comprendre et à terme d'être plus détaché vis-à-vis d'eux.

Et c'est l'objet de ce livre : aborder certaines de nos peurs économiques pour identifier ce que l'on peut apprendre sur elles, ce que l'on peut parfois faire pour les réduire. Sans optimisme excessif, sans pessimisme échevelé : simplement pour comprendre. Même si le fait de comprendre ne rend pas le monde moins tragique, cela permet au moins de s'y sentir moins perdu. Alors trouvez-vous un divan confortable, baissez légèrement la lumière, et bonne lecture.